

Extrait du PCF : Communistes de Vénissieux

http://pcf.venissieux.org/Comment-faire-grandir-le-non

# Comment faire grandir le non...

- Internationale - activités internationalistes.... -

Date de mise en ligne : lundi 21 février 2005



*Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux* 

Comment faire grandir le non ? Certains se réjouissent de sa progression apparente , mais il me semble que l'abstention reste et de loin le risque principal.. les résultats espagnols dans un contexte évidemment différent sont ainsi révélateurs. Tout le monde peut oublier le résultat du oui, mais devrait retenir le chiffre... à peine plus de 40 % de votants.... donc près de 60 % d'abstentions !

De ce point de vue, la réduction du débat à une opposition technique entre le oui et le non est risquée.. pour le non. C'est pourtant ce que la plupart des forces organisées pour le non (PCF, LCR, Copernic...) tentent de faire en organisant des débats dits "contradictoires" opposant un défenseur du oui et un défenseur du non. Comme l'évoquait cet abstentionniste espagnol s'expliquant ce soir au journal de TF1... certains me disent les raisons de voter non, d'autres de voter oui... je n'y comprends rien... ! De plus, en France, il est assez facile de voir qu'il y a des positions diverses sur le oui, comme sur le non. J'ai ainsi rencontré dans le cadre des rencontres pour une autre mondialisation, le mouvement fédéraliste européen qui se prononce évidemment pour le oui, mais se présente au moins dans son origine comme antilibéral, et je suis personnellement pour le non, mais pas "pour une europe sociale" dont personne ne peut croire à la possibilité dans les rapports de force actuels de la mondialisation...

Celà dit, une élection, un vote, n'est jamais un acte rationnel qui résulte d'une analyse froide et scientifique des choses. C'est d'abord et avant tout un acte politique, c'est à dire un choix, l'affirmation d'une liberté... et ne pas lui donner tout ce sens conduit tout simplement à le rendre inutile...

Et, même les non marxistes, savent que le vote n'est jamais un acte entièrement individuel. Il est souvent familial, de réseau, de communauté.... Il résulte d'une construction politique, donc sociale... Il est le plus souvent très différencié justement selon les catégories sociales...

La question politique posée aux militants du non est donc d'abord et avant tout de comprendre le sens que le non peut prendre pour les forces sociales qui pourrait faire irruption dans le débat européen, dans la vie politique française à l'occasion du référendum. Et chacun sent bien que ce sont les quartiers populaires, le monde du travail... qui sont aujourd'hui stérilisés dans l'abstention politique, pour une part, durablement, et pour une part fluctuante selon les situations politiques. Peu m'importe de ce point de vue ce que voteront finalement les électeurs socialistes des couches moyennes... Leur comportement dépendra d'abord et avant tout de la mobilisation ou non des milieux populaires, de leur influence dans les "discussions de comptoir", de "caméra café au boulot", ou les "engueulades de famille"...

Le caractère libéral (personnellement, je préfère dire "capitaliste" ce qui est plus clair) de la constitution est sans équivoque. Mais c'est déja le cas de la totalité des traités constituant l'union européenne. La constitution veut interdire que ce contenu politique de l'union européenne soit discuté, certes, mais une fois celà expliqué (et il faut bien sûr le faire), comment proposer une approche "non libérale" de la coopération internationale ? (je préfère dire internationale qu'européenne, car le problème est le même avec le maghreb, l'afrique ou le monde..) Or, poser cette question, c'est mettre en cause le concept même de supranationalité.

A partir du moment ou on accepte qu'une institution européenne ou mondiale puisse imposer ses décisions contre la volonté majoritaire d'un peuple, comment peut-on imaginer influencer l'orientation politique de cette institution ? Qui dans l'histoire à conduit à des changements politiques si ce n'est les mouvements populaires, en france 36, 45, 68....95 ? Si un pouvoir peut exister sans que le peuple puisse le bousculer, voire le renverser, ce pouvoir est nécessairement et quelquesoit sa constitution, un pouvoir conservateur, au service des puissants... Comment imaginer une irruption populaire à l'échelle des 25 dans tout le continent ? Même en amérique latine dont l'unité linguistique, culturelle, historique et économique est plus évidente que celle de l'europe, l'histoire des changements politiques est avant tout nationale, chili, cuba, nicaragua, venezuela, bresil... l'expérience du Che étant là pour montrer qu'il ne suffit pas de vouloir... !

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

De fait, la "subsidiarité" est le contraire de la démocratie. Affirmer que les décisions qui ne peuvent pas être prises au niveau local, doivent être prises au niveau global, alors que tout ce qui compte est global, tout ce qui pèse sur la vie quotidienne dépend de questions globales, c'est en fait affirmer que tout ce qui est important doit être décidé au niveau global... c'est à dire le plus loin possible de la démocratie... Ceux qui se sont intéressés aux expériences de démocratie participative savent bien que c'est très difficile déja au niveau d'une ville... Il faudrait donc avoir inventer une démocratie globale pour pouvoir s'en sortir... Mais comment construire une telle démocratie globale dans un système dominé par les pouvoirs financiers ? Toute institution "supranationale", a qui on confie un pouvoir exécutif pouvant s'imposer au cadre national, est nécessairement d'une nature antidémocratique, donc dans notre monde d'une nature... capitaliste.

C'est ce que naturellement, les "petites gens" savent quand ils disent ; ce sont tous les mêmes là-haut, de toute façon, "ils" s'en soretiront toujours, et "nous" serons toujours les dindons de la farce... Bien sûr, si cette réaction en reste là, elle peut être utilisée par tous les populismes, tous les nationalismes... Mais en déduire qu'il ne faut pas porter cette colère contre les puissants, donc contre l'europe, contre les "machins" qui veulent organiser le monde, c'est faire fausse route ! Au contraire, il faut ET porter cette colère ET lui donner son vrai sens politique qui ne peut qu'être anticapitaliset et internationaliste...

Pour donner un tel contenu politique populaire fort à la campagne du non, pour l'ancrer dans les milieux populaires, il faut donc deux choses :

- mettre en cause non pas seulement cette constitution, mais le principe de la supranationalité qui est ce qui va contre la démocratie au sens de pouvoir du peuple...
- mettre en cause le capitalisme, le néololonialisme, la "volonté de puissance" qui n'est qu'un euphémisme pour parler des impérialismes, et pas seulement la "politique libérale", car quel autre choix que cette "politique libérale" est possible dans le capitalisme ?

Ainsi, il sera possible de montrer que cette fois, le monde du travail a l'occasion à la fois de gagner, de mettre une baffe à Rafarin, et de créer un des premiers évènements politiques du sicle mettant en cause au fonds son ennemi principal, le capitalisme.

C'est pour ces raisons qu'une mobilisation "communiste" doit être visible dans cette bataille, de manière constructive et fraternelle avec tous les points de vues et mobilisations pour le non, mais avec le souci constant de reconstruire dans cette bataille la légitimité politique d'un point de vue communiste portant l'expression profonde du monde du travail.

pam

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux